



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 441/2013/DDPP
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, R. 512-39-1 et R. 512-69 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18596 du 26 octobre 1999 modifié réglementant les activités exercées par la société DESCAMPS-JALLAT dans ses installations situées sur le territoire de la commune de REGNY, 10 rue du 11 novembre ;

VU le jugement du Tribunal de commerce de BOBIGNY rendu le 4 février 2011 indiquant la reprise des activités de la société DESCAMPS-JALLAT pour son site situé 10 rue du 11 novembre sur la commune de REGNY par le fonds d'investissement ASTRANCE CAPITAL situé 71 avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 13 novembre 2013, établi à la suite d'une visite d'inspection du 30 octobre 2013 constatant la modification voire l'arrêt des activités de l'installation ;

CONSIDERANT que le fonds d'investissement ASTRANCE CAPITAL situé 71 avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS n'a pas déclaré la cessation des activités de la société DESCAMPS-JALLAT pour son site situé sur le territoire de la commune de REGNY, 10 rue du 11 novembre ;

CONSIDERANT que le fonds d'investissement ASTRANCE CAPITAL situé 71 avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS n'a pas déclaré l'incident survenu dans l'armoire électrique de la station de pré-traitement des eaux résiduaires de la société DESCAMPS-JALLAT pour son site situé sur le territoire de la commune de REGNY, 10 rue du 11 novembre ;

CONSIDERANT qu'il existe sur le site des produits ou stocks présentant un danger pour l'environnement (eau oxygénée, acide sulfurique, lessive de soude, colorants, produits de teinture, eaux et boues situés en amont des bassins de pré-traitement, résidus de fioul ...) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'exploitant de la société DESCAMPS-JALLAT, pour son site situé 10 rue du 11 novembre sur la commune de REGNY est mis en demeure sous trois mois de suivre les prescriptions des articles R. 512-39-1 et R. 512-69 du code de l'environnement à savoir :

- transmettre le dossier de cessation d'activité des installations dressant un historique géographique précis des activités exercées sur le site réalisant en conséquence les diagnostics sur les sols et les eaux souterraines nécessaires et indiquant les mesures prises pour la mise en sécurité du site
- évacuer par des organismes agréés et vers des installations autorisées tous les produits et stocks (eau oxygénée, acide sulfurique, lessive de soude, colorants, produits de teinture, eaux et boues situés en amont des bassins de pré-traitement, résidus de fioul, vieil électroménager ...)

- transmettre un rapport d'incident suite à la panne de l'armoire électrique de la station de traitement. Ce rapport devra comprendre l'analyse des eaux et boues (DB05, DCO, MEST, hydrocarbures, métaux...) du collecteur et des bassins situées sous l'atelier de lavage. Une expertise technique sera également jointe afin d'identifier précisément les réseaux incriminés, leur état et les risques environnementaux. L'exploitant devra indiquer la solution retenue afin d'évacuer régulièrement les eaux souillées vers une installation classée et d'empêcher que le collecteur ne se déverse dans le réseau interne du site
- démonter l'installation de pompage et de traitement de l'eau du Rhins et démolir le petit barrage (référence ROE61681) afin de rétablir l'écoulement naturel de ce cours d'eau

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des mesures prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de REGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **26 NOV. 2013**

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général


Patrick FERIN

copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société DESCAMPS-JALLAT
10 rue du 11 novembre
42630 REGNY
- Monsieur le Directeur de la société ASTRANCE CAPITAL
71 avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS
- Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE
- Monsieur le maire de REGNY
- DREAL Loire Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono